

## Offres patronales: le mépris évident de Martin Coiteux

Colère et indignation : voilà ce qu'a provoqué, chez les porte-parole du Front commun, la proposition du Conseil du trésor en vue du renouvellement des conventions collectives des 400 000 travailleuses et travailleurs du secteur public qu'ils représentent.

« Aujourd'hui, le gouvernement du Québec nous démontre qu'il n'a aucun respect pour les femmes et les hommes travaillant dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des services sociaux ainsi que de la fonction publique. Le gel salarial que souhaite imposer le gouvernement aurait pour effet de doubler après cinq ans le retard salarial déjà énorme entre les employés des services publics et les autres salariés québécois. Ce n'est plus un effort qu'on nous demande pour réduire le déficit, c'est le sacrifice de notre dignité comme travailleuse et comme travailleur ! », déclare Louise Chabot, présidente de la CSQ et porte-parole du Secrétariat intersyndical des services publics.

Ignorant complètement l'ensemble des propositions de ses salariées et salariés pour améliorer leurs conditions de travail et la prestation de services, le président du Conseil du trésor, Martin Coiteux, balaie sous le tapis les questions de la réduction de la précarité, de la sous-traitance, de l'autonomie professionnelle et de la conciliation famille-travail-études.

## Un recul du pouvoir d'achat

Le gouvernement de Philippe Couillard propose un gel salarial sur 2 ans et une augmentation annuelle de 1% par la suite, pour un total de 3% sur 5 ans. Cela représente une importante baisse du pouvoir d'achat pour l'ensemble des personnes salariées du secteur public.

Rappelons que les travailleuses et travailleurs de la fonction publique ont déjà amplement fait leur part pour le redressement des finances publiques. Depuis 2009, l'évolution de leur salaire a été inférieure à celle des autres salariées et salariés du Québec.

« C'est 4 milliards de dollars que le gouvernement a économisés sur le dos des travailleuses et travailleurs du secteur public depuis 2009, je crois qu'on peut appeler ça un effort suffisant ! », s'indigne Louise Chabot.

Par ailleurs, les organisations du Front commun déplorent le fait que Martin Coiteux place leurs membres devant un faux dilemme : soit ils acceptent un gel salarial, soit ils acceptent une augmentation de leur charge de travail.

« Nous n'acceptons pas cette prémisse, explique Louise Chabot. Notre intention est de démontrer qu'il existe une alternative à cette fausse logique dans laquelle veut nous enfermer M. Coiteux. »

## Une attaque idéologique envers le régime de retraite

Non content de s'attaquer à leurs revenus, le gouvernement Couillard souhaite également s'attaquer au régime de retraite des travailleuses et travailleurs du secteur public. Hausse de l'âge de la retraite à 62 ans, remaniement complet des règles de fonctionnement du régime, calcul de la rente sur les 8 meilleures années plutôt que sur les 5 actuellement prévues. Le nouveau calcul rendra également plus difficile l'accès à la retraite pour le personnel à statut précaire et les gens travaillant à temps partiel. Le tout s'appliquerait dès le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

« Considérant la bonne santé financière du RREGOP, il est surprenant de voir ce type de demande de la part de M. Coiteux, s'étonne Louise Chabot. Mises à part des raisons idéologiques, rien ne justifie une telle demande. »

## Une négociation qui s'annonce ardue

Le gouvernement reste sourd également aux propositions des organisations du Front commun pour assurer un financement adéquat de nos services publics. « Notre intention a toujours été de négocier sérieusement avec le gouvernement. Mais nous n'hésiterons pas à prendre les moyens qu'il faut pour lui faire entendre raison. S'il est incapable de comprendre autrement qu'avec la pression de la population dans la rue, c'est par milliers que nous y descendrons », conclut-elle.



Pour visionner la vidéo : <http://bit.ly/13umuz1>

# Newsletter

NEGO  
2015



Vol. 3 No. 4 • December 16, 2014

## The Employer's Offers: The obvious contempt of Martin Coiteux

Anger and outrage. That is how we can summarize the reception that Common Front spokespeople gave the Treasury Board's proposal for the renewal of the collective agreements of the 400,000 workers of the public sector that they represent.

"Today, the Quebec government has shown that it has no respect for the work of the women and men employed in the education, health and social services sectors as well as the civil service. The salary freeze that the government wants to impose would effectively, after 5 years, double the already huge salary gap between public sector employees and the rest of Quebec wage earners. They are no longer asking for an effort on our part to reduce the deficit, it is the sacrifice of our dignity as workers," declared Louise Chabot, CSQ president and spokesperson for the *Secrétariat inter-syndical des services publics*.

Completely ignoring the overall salary proposals of his employees to improve their working conditions and the provision of services, the President of the Treasury Board, Martin Coiteux, swept under the carpet any question of reducing precarious employment, as well as sub-contracting, professional autonomy, and the balance of family-work-studies.

### A loss of purchasing power

The Couillard government is proposing a salary freeze for two years and an annual increase of 1% thereafter for a total of 3% over 5 years. This represents an important loss of purchasing power for all the wage earners in the public sector.

It is worth noting that public sector workers have more than generously contributed their share to balancing the public finances. Since 2009, their wages have evolved much slower than those of other wage earners in Quebec.

"The government has saved 4 billion dollars on the backs of the public sector workers since 2009. I believe we can call that a more than adequate contribution," stated an indignant Louise Chabot.

Meanwhile the Common Front organizations deplored the fact that Martin Coiteux has placed them in a false

dilemma: either accept the salary freeze or accept an increase in their workload.

"We reject this premise," added Louise Chabot. "We intend to demonstrate that an alternative exists to the false logic that Mr. Coiteux wants to box us into."

### An ideological attack on the pension plans

In addition to attacking the incomes of public sector workers, the Couillard government intends to put the squeeze on their pension plans: raising the retirement age to 62; completely redrawing the rules covering the functioning of the plan; and calculating the benefits based on the best 8 years instead of the current 5 years. This new calculation will also jeopardize access to the regime for precarious and part-time workers. It would all come into effect on January 1, 2017.

"Given the healthy financial state of RREGOP, we are surprised to see this type of demand from Mr. Coiteux," declared an astonished Louise Chabot. "Apart from ideological motives, nothing can justify these demands."

### It looks like a tough negotiations

The government is just as deaf to the proposals of the Common Front organizations aimed at ensuring adequate financing for our public services. "Our intention has always been to seriously negotiate with the government. But we will not hesitate to take the measures needed to make them see reason. If the government cannot understand without popular pressure, then we will be in our thousands when we take to the streets," concluded Louise Chabot.



To watch the video: <http://bit.ly/13umuzI>